

Représentation politique et identité collective : le *demos* introuvable ?

Esther Durin¹

Cet article propose d'analyser la représentation politique dans sa fonction symbolique de construction des identités collectives (Göhler 2013 ; Sintomer 2013). Il s'appuie principalement sur la théorie des hégémonies développée par Ernesto Laclau et Chantal Mouffe (2009), ainsi que sur la subjectivation politique telle qu'abordée par Jacques Rancière (1995 ; 1998), théories qui placent le dissensus au fondement de toute communauté politique. Ces auteurs invitent à une réflexion sur le rôle fondamental de l'altérité dans la construction des identités.

À l'heure où l'on dénonce la crise de la démocratie représentative, à l'heure du consumérisme politique et de l'individualisme méthodologique, à l'heure, aussi, de l'imposition d'une seule lecture ethnoculturelle des identités collectives, il nous semblait nécessaire de réinterroger la représentation comme « monument imaginaire » (Angenot et Savin 2007 : 45), de figuration d'une communauté et d'un horizon politiques nouveaux. L'article propose, à cet effet, une brève analyse textuelle, d'orientation énonciative et praxématique, de discours de campagne du Parti socialiste européen et de l'alliance française Parti socialiste – Parti radical de gauche, pour les élections européennes de 2014.

La dialectique du même et de l'autre au fondement de la subjectivation politique

La théorie des hégémonies est une théorie du social – lequel est conçu, non pas comme totalité donnée *a priori*, mais comme espace toujours contingent. Le discours est la pratique articulatoire fondamentale qui vient représenter, organiser et délimiter ce champ social, à travers une série d'actes équivalentiels et différentiels (Laclau 2008, 2014 ; Laclau et Mouffe 2009). Le Même (*Idem*) et l'Autre (*Aliud*) sont ainsi les deux pôles autour desquels s'organise le découpage du monde par l'homme, dans un double mouvement hégémonique d'inclusion/exclusion.

¹ Esther Durin est doctorante en sciences du langage (Praxiling UMR 5267 CNRS, UPV Montpellier 3) et enseignante à l'Institut des hautes études en communications sociales (IHECS – PROTAGORAS).

Mais précisément, du fait de la contingence du social, chaque articulation hégémonique – représentation discursive du monde –, n’offre que des fixations partielles de sens. Les ordres sociaux sont radicalement précaires dans leur fondement : « l’essence d’une entité n’est jamais simplement donnée ; c’est le résultat de l’investissement d’un contenu ontique avec une signification ontologique qui n’émerge pas logiquement de ce contenu » (Laclau 2014 : 115, trad. libre).

La langue, le lieu de naissance, les traits biologiques ou anthropologiques, les catégories sociales définies économiquement ou administrativement : aucun de ces éléments ne prédétermine le sujet politique, qui, au contraire, vient les bousculer : « un sujet politique, ce n’est pas un groupe qui “prend conscience” de lui-même » nous dit Rancière, « c’est un opérateur qui joint et disjoint les régions, les identités, les fonctions, les capacités existant dans la configuration de l’expérience donnée » (Rancière 1995 : 65). Pour la théorie des hégémonies, ce n’est que par l’agir *confrontationnel* qu’émerge le moment politique, comme réaffirmation de cette contingence du social.

Dissensus et démocratie

Puisque l’identité est une construction symbolique, résultat d’une articulation discursive hégémonique, son étude implique la prise en compte de sa relation aux autres articulations discursives hégémoniques disponibles dans la société. En effet, dans une démocratie, ces articulations hégémoniques sont en compétition. Le « pluralisme agonistique » de Mouffe repose sur une confrontation entre adversaires, des « adversaires étant définis paradoxalement comme “ennemis-amis”, c’est-à-dire des personnes qui sont amies car elles partagent un espace symbolique commun, mais aussi ennemies car elles veulent organiser d’une autre manière cet espace symbolique commun » (Mouffe 2005 : 13, trad. libre).

Laclau et Mouffe proposent ainsi la distinction entre *le politique* (*the Political*) qui renvoie à cette « dimension antagoniste qui peut prendre diverses formes et émerger dans diverses relations sociales » (Mouffe 2013 : 2, trad. libre) et *la politique* (*Politics*), qui désigne « un ensemble de pratiques, discours et institutions qui cherchent à établir un certain ordre et à organiser la coexistence humaine dans des conditions qui sont toujours potentiellement conflictuelles, puisqu’elles sont affectées par la dimension du politique » (Mouffe 2013 : 3, trad. libre). La représentation politique consiste précisément à proposer une nouvelle ontologie du social.

Représentation politique et subjectivation

Jean-Pascal Daloz (2017) identifie trois acceptations principales dans l'usage du terme «représentation». La première envisage la représentation comme figuration du monde, à la base du mouvement hégémonique précédemment décrit. La seconde dimension a davantage trait à la vicariance, prise en tant que mécanisme de délégation. La dernière est la théâtralité. Or, les sciences politiques restent aujourd'hui très largement orientées vers la seule étude de la seconde dimension, à travers l'ingénierie institutionnelle, électorale et les mécanismes de participation (Smith, Booth et Zalewski 1996 ; Coman *et al.* 2016). La conceptualisation de la représentation politique dans ces conditions obéit à une recherche de la rationalité pure. C'est oublier que la philosophie et l'esthétique sont au cœur de la construction de *repraesentatio*.

«Toute relation de représentation juridico-politique implique en effet la production d'images de la communauté qui est représentée [...]. Il n'y a pas de représentation politique sans la constitution de "communautés imaginées" (représentation – *Vorstellung*), mais aussi sans mise en scène de cette communauté et plus encore de représentants politiques (représentation – *Darstellung*)» (Sintomer 2013 : 18).

Étymologiquement, le terme «parti» vient du latin *partire*, qui signifiait diviser. Dans la démocratie partisane, le parti émerge comme l'élément particulier qui incarne le tout de la communauté. À l'instar du *primus inter pares*, le leader politique est chargé d'incarner cette communauté imaginée – ce *demos* – face à ses «autres». Comment se crée cette communauté au sein des discours de campagne ?

Corpus et approche méthodologique

Dans le contexte européen du consensus institutionnalisé (Bendjaballah 2016) et d'effacement du clivage gauche-droite par contagion-convergence (Powell 2004 ; Thomson 2000), nous avons décidé de nous intéresser aux discours du Parti socialiste européen (PSE) et de son affilié français, l'alliance Parti socialiste – Parti radical de gauche (PS-PRG), pendant la campagne des élections européennes de 2014.

Au niveau européen, notre analyse porte sur le manifeste du PSE, «Pour une nouvelle Europe», adopté par son congrès électoral du 1^{er} mars 2014. Au niveau national français, notre corpus est composé de deux éléments. Le premier est la transcription du spot télévisé de campagne du PS-PRG, lequel fait intervenir Philippe Le Constant, Gilles Pargneaux, Pervenche Berès, Isabelle Thomas, Jean-Paul Denanot, Virginie Rozière, Édouard Martin et Vincent Peillon, respectivement candidats têtes de liste pour les circonscriptions de l'Outre-mer, du Nord-Ouest, de l'Île-de-France, du Massif

central – Centre, du Sud-Ouest, de l’Est et du Sud-Est. Jouant le jeu des *Spitzenkandidaten*, il fait également intervenir Martin Schulz, Président du parti socio-démocrate allemand, le Sozialdemokratische Partei Deutschlands (SPD), Président du Parlement européen et candidat à la présidence de la Commission européenne pour le PSE. Le second élément de notre sous-corpus français est la profession de foi² du PS-PRG, publiée dans le *Huffington Post*, sous la rubrique « Europe et International », le 23 mai 2014. Cette dernière est signée collectivement par des députés PS-PRG.

Nous proposons d’analyser ces discours autour de deux enjeux propres à la représentation comme subjectivation. Le premier concerne la constitution d’un *demos* en prise avec un adversaire, schéma agonistique fondateur de la communauté politique. Le second, la représentation de la subjectivation comme agir et comme devenir, à travers le marquage de l’ascendance du temps et de l’horizon politiques. Au niveau textuel, les traces de la dialectique du même et de l’autre apparaissent ainsi, en premier lieu, dans le système énonciatif par lequel un premier mouvement dégage la personne par l’exclusion de la non-personne (le ça, le il(s)/eux ou le elle(s)). La communauté des mêmes est ainsi définie par le couple je/tu, au sein d’un même « nous ». Un second mouvement dégage le « je » du parti ou leader, chargé d’incarner cette communauté du « nous » (Barbérés 1998a ; 1998b). Lafont et Bres proposent un prolongement à cette première analyse avec l’étude des programmes phrastiques en *être* et en *faire*, qui insèrent ce « nous » et ce « eux » dans un schéma actanciel tourné vers l’agir et l’à-venir (Lafont 1991 ; Bres 1994).

Résultats de l’analyse de la campagne du PSE et du PS-PRG

Du conflit de représentation à la compétition partisane

Le signifiant, représentant l’autre dans les discours du PSE et du PS-PRG, est sans surprise « la droite », clairement discrétisée par l’utilisation de la troisième personne du singulier (« la droite ») et du pluriel (« les conservateurs »). Les prédicats associés évoquent d’abord l’austérité et le délitement des politiques sociales : « [...] s’abstenir de voter, c’est donner à coup sûr une majorité à la droite en Europe, c’est-à-dire à une

2 Notre choix d’utiliser le signifiant « profession de foi » nous oblige à deux précisions. Premièrement, sachant que les candidats PS-PRG ont chacun publié leur propre profession de foi pour leur circonscription, nous avons choisi de ne retenir, dans le cadre de cette analyse, que le texte national, commun à l’ensemble du parti / de la formation politique envisagée. Deuxièmement, ce statut national fait que la publication s’est opérée en dehors du cadre juridico-administratif proprement français des professions de foi, qui désigneraient, dans une acception restreinte, uniquement les textes déposés en préfecture de leur circonscription, par les candidats officiels, à une date donnée (Chaussier 1999). Nous espérons que le lecteur nous pardonnera cet usage du terme dans une acception plus large. C’est l’exercice énonciatif de la profession de foi qui nous intéresse ici : une lettre adressée aux électeurs juste avant le scrutin, avec une forme interpellative forte.

politique qui éloigne depuis trop longtemps les peuples du rêve européen»; «c'est elle qui a soutenu les politiques d'austérité pour nos amis des pays du sud de l'Europe imposant à marche forcée des coupes nettes et drastiques sur les salaires, les prestations sociales et les services publics». La droite-autre apparaît essentiellement dans des programmes phrastiques en *faire*, qui la confirment comme actant.

Nous retrouvons aussi le vocabulaire axiologique et le terrain de la domination, contexte propre au mouvement émancipatoire décrit par Laclau et Mouffe: «Pendant ces cinq années de domination des conservateurs au sein de l'UE» (manifeste PSE); «Face à l'offensive des conservateurs» (manifeste PSE). Notons l'usage de la nominalisation qui inscrit les actes «dominer» et «offenser» (attaquer) dans une forme d'omnitemporalité. Ils deviennent alors une propriété intrinsèque de l'autre, et non des procès isolés. Cet effet se retrouve également dans l'usage de la relative «qui éloigne depuis trop longtemps les peuples du rêve européen». Les prédicats associés à la droite évoquent aussi, dans le corpus français, l'incapacité, l'absence de détermination et l'inaction. Un déplacement est ainsi opéré vers la fonction managériale et gestionnaire du parti au pouvoir.

«C'est cette majorité de droite qui s'est révélée incapable de protéger les Européens de la crise de 2008. [...] C'est encore elle qui hésite à placer l'emploi et la croissance au cœur de ses priorités. C'est elle, une fois de plus, qui a tergiversé face aux graves menaces qui pesaient sur le Mali et la Centrafrique» (profession de foi PS-PRG).

Le syntagme «majorité de droite» correspond alors, dans notre corpus, au Parti populaire européen (PPE), auquel sont affiliés les Républicains (UMP au moment de la campagne de 2014) et l'Alliance des libéraux et démocrates européens (ALDE), à laquelle est affiliée l'UDI-Modem. Face à ces autres, leurs victimes, c'est-à-dire «ceux qui n'étaient pas responsables de la crise», «les peuples», les Européens» sont-ils intégrés dans la communauté des mêmes de nos locuteurs du PSE-PS-PRG?

Nous comptons soixante-dix-sept occurrences du «nous» *exclusif* (pronoms + verbe à l'indicatif, adjectif possessif) au sein du manifeste du PSE. Ce «nous» joue partout comme reprise anaphorique de «notre famille politique», complètement déliée des électeurs: «Notre famille politique, forte de sa présence dans les 28 pays, se battra pour vous assurer un avenir meilleur»; «les socialistes, sociaux-démocrates, travaillistes, démocrates et progressistes européens». Un seul «nous» allocutif à la fin du manifeste semble englober les électeurs: «Ensemble, nous changerons l'Europe».

De la même manière, nous ne comptons que quatre occurrences de « nous » allocutif dans le spot de campagne du PS-PRG. Pour le reste, des marques énonciatives à la première personne du pluriel, la communauté en lutte demeure le parti : « TOUS les socialistes et socio-démocrates EUROpéens » ; « cette grande famille à l'échelle européenne » ; « la Gauche européenne ». Les électeurs sont ainsi simplement exclus de l'opposition qui se joue entre les deux camps droite/gauche.

L'auditoire, la non-personne

Les signifiants utilisés pour désigner l'auditoire sont particulièrement vagues, accompagnés d'adjectifs indéfinis tels que « aucun » ou « tous » : « les Européens, femmes et hommes » ; « les citoyens » ; « qu'aucun citoyen » ; « tous les citoyens » ; « 27 millions d'Européens » ; « les citoyens européens, la société civile et les partenaires sociaux ».

Nous sommes face à une collection d'individus dont il est possible de concilier les intérêts. Le but des locuteurs est de « faire en sorte que l'Europe ne laisse aucun citoyen au bord du chemin ». La société n'est plus inégalitaire. Il y a simplement ceux qui sont dedans et ceux qui sont dehors. Notons que le secteur financier, dans un premier temps associé à l'autre – la droite –, avec « un secteur financier non réglementé », devient ensuite partenaire du projet du PSE, au même titre que tout citoyen. Il faut donc « l'obliger à assumer sa part de contribution à la société », de la même manière que « les emplois que nous créons doivent permettre aux citoyens de participer à l'économie sur un pied d'égalité ». La gouvernance a, en effet, opéré un glissement du conflit social au modèle du partenariat social, lequel consacre « le fantasme d'une "société réconciliée" qui ne serait plus porteuse de grands clivages politiques, mais de simples "inégalités naturelles" qu'il s'agirait d'administrer » (Gobin 2005 : 53). Les publics cibles et catégories sociales, toujours plus nombreux, justifient une administration au cas par cas.

Les citoyens, des objets agis

Lorsque les citoyens sont sujets grammaticaux³, ils sont généralement accompagnés d'un programme phrastique en *être* leur déniait tout potentiel d'agir : « 27 millions d'Européens désireux de travailler sont dans l'incapacité de trouver un emploi » (manifeste PSE). Notons l'adjectivation du verbe « désirer », laquelle renforce ce statut d'actant infirmé. Dans la plupart des autres occurrences, ils sont simplement complément d'objet direct ou indirect, qu'ils soient victimes des politiques de droite ou bénéficiaires des politiques de gauche, entendues comme celles du PSE-PS-PRG :

3 La définition du sujet grammatical est déterminée par sa place dans la phrase. Ce dernier ne doit donc pas être confondu avec le sujet politique ou même le sujet actantiel chez Greimas.

« nous protégerons les droits et le bien-être des enfants et nous veillerons à ce qu'aucun citoyen ne se voit refuser [...] »; « des politiques économiques et fiscales, qui tiennent compte de l'impact social de ces décisions sur les citoyens »; « les solutions les plus avantageuses pour les citoyens »; « pour cette génération et la suivante »; etc.

Dans notre corpus, notons l'importance de la modalité déontique : « les Européens, femmes et hommes, doivent avoir un emploi décent qui leur permette d'avoir une bonne qualité de vie » (manifeste PSE). La modalité déontique exprime une situation de nécessité, mais cette nécessité pour les citoyens demeure soumise à la seule action de la formation politique en compétition. Finalement, lors du seul moment où l'auditoire est réellement mis en potentialité d'être agent, cette actancialité reste subordonnée à la volonté des locuteurs : « nous voulons que vous, en tant que citoyens et en tant qu'électeurs, repreniez les commandes ».

Dans le schéma actantiel, le sujet est l'actant « qui est doté de la modalité du vouloir (qui est sujet d'un désir) et qui vise dans son fonctionnement l'obtention d'un objet (objet du désir) » (Memmi 1986 : 48). Dans notre corpus, l'auditoire n'est que le destinataire de l'action du sujet – le parti : « en mai, grâce à votre vote, lors des élections européennes, nous pourrons bâtir l'Europe que vous êtes en droit d'attendre ». Il devient même, souvent, un simple adjuvant dans la quête électorale : « nous avons besoin de votre soutien, de votre aide, de votre voix ». Ainsi est-il placé face à un ultimatum adressé à tous et à personne en propre : « la seule manière de changer la majorité de droite dans l'union est de voter pour les socialistes ». Au sein de cette dernière assertion, le changement apparaît comme un but en soi. Il n'est plus lié à une société en devenir, mais au remplacement des gestionnaires d'une société réifiée, inscrite dans une atemporalité.

Un temps non habité

La notion de « progrès », qui a longtemps guidé les gauches, illustre bien le temps historique « produit par la distance qui se crée entre le champ d'expérience d'une part, et l'horizon d'attente, d'autre part : il est engendré par la tension entre les deux » (Hartog 2012 : 39). Les moments hégémoniques fonctionnent comme étapes et comme rappels de cet à-venir, qui est un à-devenir. Or, dans le discours de nos locuteurs, cet écart disparaît et le monde est décrit de manière objectivante et naturalisante : « dans un monde globalisé et en pleine mutation, secoué par des conflits et confronté à des inégalités croissantes ». Les phrases nominales tendent ainsi à annuler toute tension narrative et transforment la praxis en mythe (Lafont 1991). Or, l'importance de la représentation dynamique de l'espace-temps suppose d'y inscrire l'agir, en ascendance :

«Le récit donne sens (signification) parce qu'il donne sens (direction ascendante). Si le récit façonne une identité dynamique du sujet, c'est qu'il est un modèle de mise en ascendance du temps dont se construit le sujet. Par l'acte énonciatif (temps racontant), le temps qui emporte et introduit l'altérité est inversé en temps du désir en quête de réalité: le temps ascendant de l'agir» (Bres 1994: 176).

Hormis dans ce dernier exemple, le futur de l'indicatif est généralement remplacé, comme nous l'avons vu précédemment, par le déontique de nécessité et les verbes modaux exprimant la volonté au présent de l'indicatif.

En supprimant la tension propre au procès et à ses actants, ces procédés discursifs ont pour effet de neutraliser les oppositions. Sans émergence de sujets politiques, désirant et agissant, adversaires, nous l'avons vu, la lutte dont il est question est essentiellement électorale et se situe sur le terrain de l'aptitude à gouverner la communauté atomisée des citoyens. Ici, nos locuteurs ne représentent plus un peuple-*demós*, mais les professionnels de la politique auprès d'un auditoire composite: tout le monde, mais personne.

Conclusion : l'avènement d'un *kratos* sans *demós*

Cette très brève analyse tend à montrer comment le déni du clivage propre au politique met en échec la représentation politique et son pendant, la constitution d'un *demós*, qui soit aussi bien un sujet collectif qu'un projet collectif. En effet, l'idéologie du consensus, telle que portée à l'échelle européenne, tend à délégitimer toute articulation agonistique et à réduire les partis à leur seule fonction réactive de gouvernement des corps (Mair 2011). Le conflit de représentations du monde disparaît sous le prisme de la seule compétition pour le pouvoir, lequel est fondé sur les stratégies *marketing* de partis «attrape-tout» (Kirchheimer 1966).

Cela ne nous apparaît pas anodin. Concrètement: l'actualité nous enseigne que ce déni n'élimine pas la formation de clivages, mais ne fait que les repousser et en modifier la nature. La subjectivation politique comme processus incessant de *désidentification* des corps biologiques, propre au *demós*, laisse place à l'*ethnos* et à la haine de l'autre dans sa version la plus brute. *Le* politique, comme espace de confrontation de projets socio-politiques portés par des sujets collectifs adversaires, disparaît sous *la* politique et la cristallisation ethno-culturelle d'identités essentialisées s'excluant mutuellement (Yilmaz 2016; Blommaert et Verschueren 1998; Fassin 2009).

Bibliographie

Angenot Marc et Darko Suvin, «L'implicite du manifeste : métaphores et imagerie de la démythification dans le "manifeste communiste"», *Études françaises*, n° 16/3-4, 1980, p. 43-67.

Barbèris Jeanne-Marie, «Identité, ipséité dans la deixis spatiale : ici et là, deux appréhensions concurrentes de l'espace?», *L'Information grammaticale*, n° 77, 1998a, p. 28-32.

–, «Pour un modèle de l'actualisation intégrateur du sujet», dans Jeanne-Marie Barbèris, Jacques Bres et Paul Siblot (éd.), *De l'actualisation*, Paris, CNRS Éditions, 1998b, p. 199-218.

Bendjaballah Selma, *Des illusions perdues ? Du compromis au consensus au Parlement européen et à la Chambre des représentants américaine*, Bruxelles, Éd. de l'Université de Bruxelles / Institut d'études européennes, 2016.

Blommaert Jan et Jef Verschueren, *Debating diversity: Analysing the discourse of tolerance*, Londres, Routledge, 1998.

Bres Jacques, *La narrativité*, Louvain-La-Neuve, Duculot, 1994.

Chesneaux Jean, *Habiter le temps*, Paris, Bayard, coll. «Société», 1996.

Coman Ramona et al., *Méthodes de la science politique. De la question de départ à l'analyse des données*, Bruxelles, De Boeck, 2016.

Daloz Jean-Pascal, *La représentation politique*, Paris, Armand Colin, 2017.

Fassin Didier et Éric Fassin (dir.), *De la question sociale à la question raciale : représenter la société française*, Paris, La Découverte, 2006.

Gobin Corinne, «La démocratie, le syndicalisme et la gouvernance de l'Union européenne : la mémoire du conflit démocratique en péril?», dans Maximos Aligisakis (dir.), *L'Europe et la Mémoire. Une liaison dangereuse?*, Genève, Institut européen de l'université de Genève, 2005.

Göhler Gerhard, «La dimension affective de la démocratie : Réflexions sur la relation de la délibération et de la symbolicité», *Raisons politiques*, n° 50/2, 2013, p. 97-114.

Hartog François, *Régimes d'historicité : présentisme et expériences du temps*, Paris, Seuil, 2012.

Laclau Ernesto, *The Rhetorical Foundations of Society*, Londres – New York, Verso, 2014.

–, *La raison populiste*, Paris, Seuil, 2008.

– et Chantal Mouffe, *Hégémonie et stratégie socialiste. Vers une politique démocratique radicale*, Besançon, Les Solitaires intempestifs, 2009.

Lafont Robert, *Le dire et le faire*, Textes réunis par Jacques Bres et Françoise Gardès-Madray, *Cahiers de praxématique*, n° 17, 1991.

–, *Le travail et la langue*, Paris, Flammarion, 1978.

Mair Peter, «Gouvernement représentatif v. Gouvernement responsable», *Revue internationale de politique comparée*, vol. 18, 2011/2, p. 149-164.

Memmi Dominique, *Du récit en politique. L'affiche électorale italienne*, Paris, Presses de Sciences Po, 1986.

Mouffe Chantal, *Agonistics. Thinking the world politically*, Londres, Verso, 2013.

–, *The Democratic Paradox*, Londres, Verso, 2005.

Powell Martin, «Social democracy in Europe : renewal or retreat?», dans Giuliano Bonoli et Martin Powell (éd.), *Social Democratic Party Policies in Contemporary Europe*, Londres – New York, Routledge – ECPR Studies in European Political Science, 2004.

Rancière Jacques, *Aux bords du politique*, Paris, Folio – Essais, 1998.

–, *La Méésentente*, Paris, Galilée, 1995.

Sintomer Yves, «Les sens de la représentation politique : usages et mésusages d'une notion», *Raisons politiques*, 2013, n° 50/2, p. 13-34.

Smith Steve, Booth Ken et Zalewski Marysia (éd.), *International Theory Positivism and Beyond*, Cambridge, CUP, 1996.

Thomson Stuart, *The Social Democratic Dilemma. Ideology, Governance and Globalization*, Londres, Palgrave Macmillan, 2000.

Yilmaz Fatih, *How the Workers Became Muslims. Immigration, Culture and Hegemonic Transformation in Europe*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 2016.